

LIASONS

No 15

Editeur responsable : J. De Smet
17, rue de la Commune, Bruxelles

B.P. 208

4000

LIÈGE 1



Henri Simon
155, Allée du Pavillon
77 Dammare-les-Lys

France

Périodique

Ainsi que nous l'annoncions dans Liaisons n°14, nous publions dans ce numéro la traduction de l'article que les camarades anglais de Solidarity ont consacré à l'occupation des chantiers navals de la Clyde.

Toutefois, dans l'intervalle, nous avons reçu le numéro 112-113 d'Informations Correspondances Ouvrières, dans lequel les camarades français avaient effectué ce travail. Aussi, pour gagner du temps et par souci d'économie, nous avons préféré reprendre le texte publié par I.C.O. Nous avons conservé également l'introduction, car elle venait en bien des endroits compléter la présentation que nous avons faite dans Liaisons 14.

Quant à l'article paru dans le numéro de Solidarity du 25 décembre 1971, il ne faisait que reprendre les grandes lignes de la situation exposée auparavant. Aussi avons-nous jugé inutile de le reproduire.

Deux mouvements de lutte contre les licenciements

Les contradictions de la lutte de classe

L'article qui suit est extrait de SOLIDARITY (vol. 6 n° 11, 15-10-71). Il analyse deux luttes qui se déroulent en GRANDE BRETAGNE dans le centre de l'ECOSSE près de la grande ville de GLASGOW, l'une dans les chantiers navals des bords de la CLYDE (UPPER CLYDE SHIPBUILDERS, désigné dans le texte sous le sigle U.C.S.), l'autre dans une usine PLESSEY à ALEXANDRIA qui fabrique des armes pour la marine.

On a quelque peu parlé en FRANCE de la grève des chantiers navals de la CLYDE. Fin juillet 1971, la société a été mise en faillite et un liquidateur a été désigné pour achever les travaux en cours et ensuite fermer ces chantiers. Cette opération se place dans le cadre d'une réorganisation totale par l'Etat de la construction navale anglaise analogue à celle que la France a connue il y a quelques années.

La lutte contre la fermeture et les licenciements progressifs a pris, à l'instigation des shop-stewards (délégués d'ateliers dont les plus éminents sont membres du P.C.) un caractère très particulier : la grève consiste à travailler (sous l'autorité des shop-stewards des chantiers et des cadres restés tous en place) et à payer à ceux qui, licenciés par le liquidateur, continuent à travailler, un salaire uniforme moyen prélevé sur un fonds de grève alimenté par la solidarité de tous les travailleurs. Cette situation dure depuis quatre mois ; pour caractériser cette forme de lutte, on a conservé dans le texte le terme « work-in » (intraduisible littéralement « travail en dedans »). Le texte souligne justement toutes les ambiguïtés d'une telle forme de lutte, et tous les maiguillages politiques qui l'accompagnent. Mais en dépit de cela il n'en reste pas moins que cette « gestion » par un appareil de délégués (bureaucratique mais suivie par les ouvriers à la place de l'appareil capitaliste « normal » et à l'encontre de ses décisions), met gouvernement et patronat dans un grand embarras. Même s'ils y trouvent leur compte et peuvent penser que cela les aidera à manipuler dans cette situation délicate du licenciement de 6.000 ouvriers. Les shop-stewards, les bureaucrates du P.C., ceux

du syndicat (des Trade-Unions) ou du parti social-démocrate (Labour-Party), se trouvent finalement obligés de prendre cette position (qui dépasse les capitalistes d'un de leurs droits essentiels) à cause du rapport de force existant en ANGLETERRE et dans les chantiers. C'est le minimum de ce qu'ils peuvent faire et bien à contre cœur. Mais toute ambiguë et limitée que soit cette situation, elle contient pourtant assez d'incertitudes, d'ouverture vers « on ne sait quoi », mais bien suffisant pour inquiéter les dirigeants de tous bords et intéresser tous les travailleurs.

A l'usine d'armement de PLESSEY (on y fabrique des torpilles), les choses sont identiques (on ferme et on vide 1.300 ouvriers) ; mais elles sont plus claires : pour empêcher le patron de profiter des machines modernes qu'il a achetées avec l'usine (seul intérêt pour lui de l'opération) les ouvriers occupent jour et nuit : c'est parti spontanément, et les dirigeants syndicaux regardent ça plutôt d'un seul œil. On peut donc opposer et comparer, comme dans l'article de SOLIDARITY, la lutte autonome de PLESSEY et la lutte bureaucratique des chantiers navals. Mais on ne peut manquer de relever qu'à PLESSEY les ouvriers se battent pour... continuer à fabriquer des torpilles, des engins de mort. La lecture du texte a relancé le débat - pas nouveau - sur la « conscience de classe » et les contradictions de la lutte de classe.

n'avons pas l'intention de reprendre ce débat dans cette introduction, mais nous souhaiterions que la lecture de l'article amène une discussion sur tous les problèmes - et ils sont importants - qui s'y trouvent soulevés et que nous avons seulement évoqués dans cette introduction.

Ajoutons, pour permettre de situer le niveau des luttes en GRANDE BRETAGNE, qu'il y a en ECOSSE de 7 à 15 % de chômeurs et qu'au moment où 10.000 ouvriers se battaient sur les bords de la Clyde pour ne pas être licenciés, 2.800 ouvriers des chantiers de la Tyne (plus au sud près de NEWCASTLE) faisaient grève 3 semaines pour les salaires (ce qui entraînait la mise à pied de 7.000 autres ouvriers) et ceci bien que ces chantiers soient aussi touchés par la « crise » de la construction navale.

On ne peut manquer de comparer la combativité et les méthodes de lutte des ouvriers anglais avec ce que nous voyons se dérouler ici même devant la vague de licenciements.

Il n'est pas sans intérêts de rappeler que le mouvement shop-steward prit naissance dans les arsenaux de la Clyde en Ecosse, à l'occasion d'une grève sauvage en février 1915 (voir note 14, p. 181, dans Pannekoek et les Conseils Ouvriers - Bricianer - Ed. E.D.I.). Cela permet de souligner comment se déroule réellement la lutte de classe.

U.C.S. et PLESSEY

Les luttes en cours dans la partie Ouest du centre de l'ECOSSE, aux chantiers navals U.C.S., sur les bords de la Clyde, et à l'usine PLESSEY, à ALEXANDRIA dans le comté de DUMBARTON, ne sont pas de simples luttes pour empêcher des licenciements, mais pour la survie de communautés tout entières. Dans cet article, nous voulons examiner ces deux situations pour voir comment deux groupes d'ouvriers ont choisi de combattre et comme les méthodes choisies sont de toute évidence différentes, de comprendre pourquoi elles sont différentes et pourquoi ces différences sont significatives.

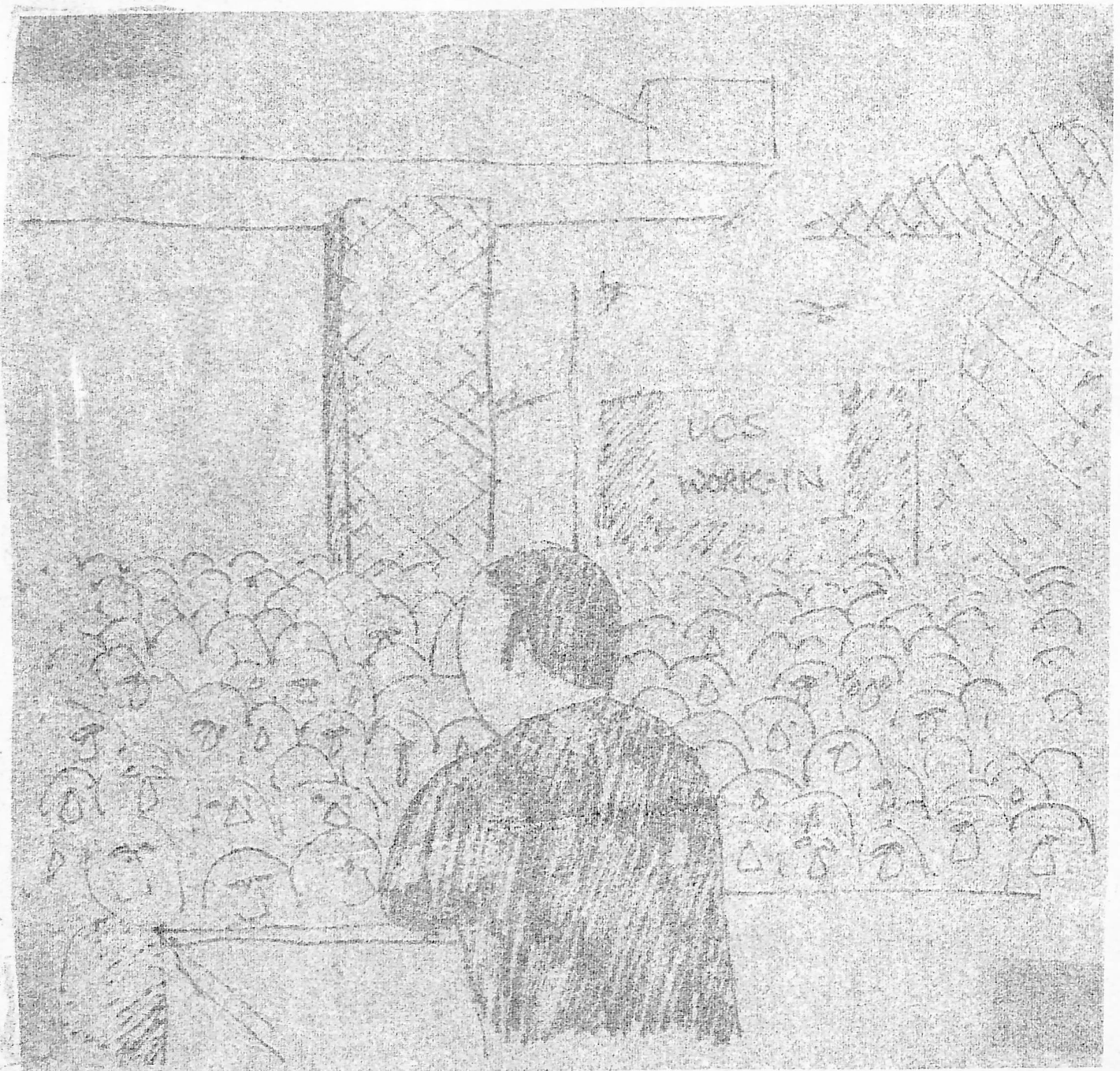
Nous sentions que ce qu'en disait la presse capitaliste (et même celle de gauche) n'était pas toute l'histoire, particulièrement dans le cas de l'U.C.S., et pour savoir ce qui se passait, nous sommes allés en ECOSSE. Il était important de rencontrer et de discuter avec des ouvriers qui prenaient part aux luttes et n'avaient pas d'autres intérêts dans la situation que leur état de travailleurs ; de sorte que nous avons pris soin de ne contacter que des ouvriers qui n'étaient ni shop-stewards, ni membres de partis politiques essayant de tirer profit de la situation. En conséquence, une bonne part de cet article n'est que la répétition de ce qui nous a été dit par des ouvriers qui savaient de quoi ils parlaient.

U.C.S. : la situation réelle

La presse a été remplie de titres et de commentaires au sujet de cette « expérience de démocratie ouvrière » et l'arrière plan général du « work-in » a été exposé en long et en large, et nous ne nous proposons pas de discuter sur ce même terrain.

Un point auquel la presse n'a guère consacré ses colonnes concerne « la lettre de RIDLEY ». C'était un mémoire écrit en décembre 1969 par Nicolas RIDLEY (maintenant sous-secrétaire d'Etat

au ministère du Commerce et de l'Industrie) alors que les conservateurs étaient dans l'opposition. Dans cette lettre, il recommandait aux conservateurs, s'ils arrivaient au pouvoir, de « dépecer » (c'est son propre mot) les chantiers U.C.S. quelle que soit leur position financière à ce moment. Une des méthodes qu'il donnait explicitement était qu'il fallait réduire à tout prix le montant des salaires dans la construction navale, en imposant comme normes les taux plus bas pratiqués dans les chantiers de LOWER CLYDE. En



"CAMARADES ! SI LES PATRONS NE NOUS EXPLOITENT PAS, NOUS ALLONS DEVOIR LE FAIRE NOUS-MEMES !"

clair, c'était une déclaration de guerre des classes sans équivoque. Les intentions doivent rester présentes à l'esprit quand on examine les différentes « solutions » proposées de toutes parts.

Beaucoup de choses n'ont pas été rapportées qui pourraient montrer qu'il y a beaucoup d'intérêts politiques plus ou moins insidieuses, et une utilisation habile des réactions ouvrières à des fins qui ne sont pas du tout conformes aux intérêts des ouvriers et qui, à long terme, peuvent seulement amener parmi eux, des divisions. Si nous considérons les impressions que nous avons retirées de tout ce qui s'est exprimé au sujet de la situation à U.C.S., tout ce que nous avons vu fut une fantasmagorie démonstration de solidarité derrière le comité des shop-stewards, pour soutenir le « work-in ». Pourtant, comme nous le vîmes, il y avait encore dans les chantiers le même système dirigeant exerçant les mêmes fonctions dirigeantes sur la même force de travail

(officiellement réduite par les licenciements) tous étant également intéressés à terminer les bateaux en construction. Les navires ainsi construits amèneraient seulement un peu plus d'argent dans la poche du liquidateur avant que les chantiers ne ferment. Et tout cela apparemment avec l'approbation des ouvriers.

N'y avait-il pas réellement de désaccord significatif parmi les travailleurs de base ? Voyaient-ils réellement en ceci, parmi toutes les options qui s'offraient à eux, la meilleure manière de lutter ? La réponse brutale est NON. Mais parce que les ouvriers sont continuellement exhortés à l'UNITÉ derrière les shop-stewards, ils sont inhibés pour entreprendre des discussions intéressantes, ou bien entre eux, ou bien avec des gens venus de l'extérieur. Il a été difficile jusqu'à maintenant, bien que le mécontentement des ouvriers ait atteint des proportions massives, de se faire une idée exacte de ce qui s'est passé.

Derrière la scène :

La seconde journée de licenciements se termina le vendredi 3 septembre, et approche un total de 800. Quelques uns de ces ouvriers nous ont dit qu'il y eut en fait un mécontentement massif à la base, que l'opposition aux leaders s'accroît... A un meeting, ayant le 3 septembre, le comité des shop-stewards fut battu lors d'un vote qui comprenait un grand nombre d'absentions. Le vote intervint sur une de ces petites maladresses administratives qui parvient par hasard à la base, mais qui, par son arbitraire, provoque la colère des ouvriers. Un des ouvriers licenciés avait demandé, ^{présenté} sa carte de travail pour pouvoir chercher un autre travail, simplement parce qu'il ne lui était pas possible matériellement de continuer le « work-in » avec les paiements qui lui étaient faits par le fonds de grève. Il devait passer toute sa journée au travail pour toucher seulement une fraction de ce que touchaient ceux qui n'étaient pas licenciés. Le comité des shop-stewards voulait lui retenir deux heures de paie pour ses absences prises pour chercher du travail, ceci sur les trois demi-journées pendant lesquelles il avait travaillé depuis qu'il avait été licencié officiellement. C'était un exemple de la mesquinerie bureaucratique contre laquelle les ouvriers se dressaient.

Au même meeting, ceux de la tribune appelaient à une meilleure discipline de travail car les cadres se plaignaient de ce que les ouvriers licenciés ne fournissaient pas la quantité de travail requise (un cas qui ne descendit pas jusqu'à la base dans

un meeting de masse concernait un ouvrier licencié par le liquidateur, qui avait cherché un autre travail et qui fut « révoqué » par le comité des shop-stewards pour absentéisme. En fait cette décision fut annulée plus tard).

Il était clair que beaucoup d'ouvriers n'étaient pas d'accord avec la politique de payer ceux qui avaient été licenciés à l'aide du fonds de grève pour aider à la finition des navires pour le compte du liquidateur ; ils comprenaient que de demander à des ouvriers de travailler pour un salaire réduit séparerait les ouvriers licenciés des autres et serait une source constante de difficultés. Pourtant il était pratiquement impossible aux ouvriers d'exprimer leur désaccord. Les meetings étaient moins fréquents, parfois moins d'un par semaine ; et en conséquence, la plus grande partie du temps, était pris par les shop-stewards pour faire leurs rapports ; dans le temps très court qui restait, il était impossible à quiconque de se faire entendre au-delà de quelques personnes qui se trouvaient autour de lui et ceci surtout si c'était contre ce que prônaient les shop-stewards. Si ceux de la tribune reconnaissaient dans celui qui voulait parler un de leurs opposants, il était immédiatement dénoncé comme un élément perturbateur, essayant de briser « l'unité des ouvriers ».

Lors d'un meeting de masse, quelqu'un dans l'assemblée essaya de poser une question. Un des Stewards de la tribune brandit un exemplaire de

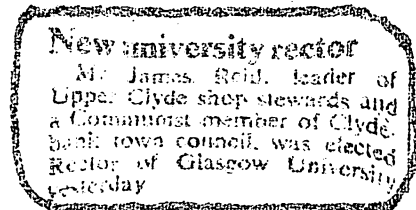
« PLS, CLYDEBANK BULLETIN » (1) en criant : « ce sont des briseurs de grève » et ainsi y amalgamant l'orateur de l'assemblée. Est-ce seulement une coïncidence si les licenciements parvinrent à inclure des ouvriers qui avaient émis des critiques contre les shop-stewards ? On aurait pu supposer que les licenciements n'interviendraient progressivement que pour les ouvriers des secteurs où la production était déjà terminée, mais cela ne paraît pas toujours avoir été le cas.

Pourquoi les dirigeants se comportaient-ils ainsi ? Probablement parce que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la majorité des ouvriers (ils le sont évidemment très rarement). Les ouvriers savent qu'à la fin, si la politique gouvernementale de chômage de masse réussit, peut-être 2 à 3.000 emplois seront supprimés. Quelques-uns parmi eux pensent que s'ils suivent la politique des shop-stewards qui consiste à continuer de travailler avec les cadres, ils auront une meilleure chance ne pas être plus tard parmi ceux qui seront licenciés. Et ainsi, ces appels à l'unité répandent en fait, le germe d'une division future parmi les ouvriers en jouant sur leur crainte présente, bien compréhensible.

Pourtant, les motifs de tout cela sont beaucoup plus profonds. AIRLIE et REID, les deux plus puissants membres du comité des shop-stewards sont bien connus pour être membres du Parti Communiste, bien que malgré cette appartenance, ils furent à la tête de l'agitation au début du work-in. D'après une source de confiance, nous avons su que les dirigeants du P.C. firent rapidement savoir à AIRLIE qu'il devait se modérer car il ne devait pas croire qu'il allait faire la révolution. Il devint bientôt apparent alors qu'AIRLIE, REID et Compagnie, se mettaient à toutes sortes de négociations et n'étaient pas, de toute évidence, à la tête d'une révolution. En fait, il devenait clair que le P.C., comme tous les autres partis, accepterait les suggestions pour résoudre les problèmes de l'U.C.S. si le nombre des licenciements (à l'origine de 5.000) pouvaient être réduits, de sorte qu'il puisse proclamer une « victoire partielle ». Au cours des événements on a su que le P.C. voyait dans REID (2) la tête future du district du P.C. pour l'ECOSSE (un poste qu'il a déjà occupé) et un futur député du

P.C. pour la région. Pour AIRLIE, il pourrait bien devenir un sérieux concurrent de Hugues SCANLON, à la tête de l'A.E.U. (3). Si ces buts pouvaient être atteints, cela serait un moyen de refaire flotter ici le drapeau du Parti Communiste, déclinant en GRANDE BRETAGNE.

Ces buts seraient liés de près au changement actuel dans la politique du P.C. et en relation avec le futur développement du journal MORNING STAR ; ceci demanderait un élargissement de la base de soutien du journal qui serait le porte parole de la gauche travailliste dans la politique de la « voie parlementaire vers le socialisme ».



(Times) : 26-10-71.

TRADUCTION

Un nouveau recteur à l'Université M. James Reid, chef des shop-stewards de Upper Clyde et membre communiste du conseil du district de la Clyde, a été élu Recteur de l'Université de Glasgow (Times 26-10-71)

NOTE : Un recteur, dans une université anglaise, n'a pas le même rôle que dans une université belge. C'est un poste plutôt honorifique. Mais ça situe bien le personnage.

- (1) I.S. - International Socialist - courant trotskyste anglais se rapprochant de ce qu'est en France Lutte Ouvrière, mais en plus ouvert.
- (2) Reid est déjà conseiller municipal du P.C. et le plus grand espoir du P.C. dans la perspective d'élections au Parlement.
- (3) Un des plus puissants syndicats des Trade Unions.

Flessey :

La lutte à ALEXANDRIA n'a pas eu la publicité réservée à celle de l'U.C.S. ; aussi en parlerons-nous plus en détail. Nous y ajouterons ce que des ouvriers nous ont dit pour décrire la situation.

L'usine d'ALEXANDRIA, autrefois ARGYLE MO-

TOR FACTORY, puis NAVY TORPEDO FACTORY était utilisée pour produire des torpilles M.K. 24, (pour rendre les militaires de France belges) le principal armement des chasseurs de sous-marins. En décembre 1969, en dépit d'assurances renouvelées un an plus tôt, que l'usine avait du travail jusqu'en 1972, le gouvernement décida que

Le M.K. 24 était trop compliqué à produire, de sorte que la firme G.E.C. devait se voir confier une nouvelle conception de torpille. L'usine d'ALEXANDRIA employant 1.300 ouvriers devait fermer. En mars 1970, il fut annoncé que la firme PLESSEY devait reprendre l'usine, laquelle deviendrait un des principaux centres de ce groupe de l'électronique : 500 ouvriers devaient y être employés à la fin de cette année, et quelques cadres devaient être transférés de DALKEITH. Au même moment, L.I.R.C. donna près de 3 millions de livres (1) à PLESSEY pour investir dans des machines outils à contrôle numérique. Il est très significatif que l'essentiel des machines de l'usine d'ALEXANDRIA soit de ce type. A la fin de juillet, il fut annoncé que la torpille M.K. 24 était la meilleure du monde. Tout paraissait s'améliorer et le travail était donc garanti. PLESSEY faisait une affaire aussi bien avec l'argent de L.I.R.C. qu'avec l'usine (un terrain de 23 acres (10 hectares environ) avec 400.000 pieds carrés d'usine (environ 36.000 m²) et pour plusieurs centaines de millions de machines pour le prix de base de 640.000 livres (environ 77 millions de francs (2)). En plus, comme le groupe PLESSEY prenait le contrôle de l'usine, il était annoncé que PLESSEY avait obtenu le contrat pour fabriquer la torpille M.K. 24 (en janvier 1970).

Derrière tout cela pourtant, les choses n'étaient pas toutefois ce qu'elles paraissaient être. Les cadres de l'usine avaient des difficultés pour obtenir de nouveaux équipements, même pour remplacer des machines à écrire. Quelque temps plus tard, les machines commençaient à être transférées dans les autres usines de PLESSEY principalement au Sud de l'ANGLETERRE. Bientôt les ouvriers s'inquiétaient à juste titre, car vers le milieu de mai 1971, PLESSEY annonça que l'atelier des machines serait fermé et 440 ouvriers licenciés. La section contrôle numérique devait rester ouverte, employant 250 ouvriers. Au début de juin, il fut annoncé que toute l'usine devait être fermée et le vendredi 3 septembre la direction licencia ce qui restait d'ouvriers. PLESSEY déclara qu'il avait décidé de fabriquer les torpilles à ILFORD (3), et à cause du manque de travail, qu'il devait fermer l'usine d'ALEXANDRIA. Les shop-stewards déclarèrent qu'ils avaient la preuve irréfutable que PLESSEY avait assez de contrats pour garantir le travail à l'usine pour une période indéfinie.

Les ouvriers d'ALEXANDRIA savaient que PLESSEY n'avait jamais eu l'intention de conserver l'usine bien longtemps, qu'il ne l'avait achetée que pour le profit qu'il retirait du marché.

Occupation

Bien avant qu'ils ne soient licenciés, les ouvriers de PLESSEY s'étaient déjà remués : ils avaient envoyé des protestations à la direction et au ministère de la Défense. Ils s'étaient mis aussi en relation avec les ouvriers des autres usines de PLESSEY ; les shop-stewards de POOLE (2) et d'ILFORD avaient accepté de lancer le boycott des machines venues d'ALEXANDRIA. Dès qu'ils se surent licenciés, les ouvriers tirèrent un meeting et décidèrent de ne pas quitter l'usine. Ils allèrent à la porte principale et firent à la direction qui s'en allait une conduite de circonstance ; ils s'enfermèrent dans l'usine et en gardèrent le contrôle.

Ils trouvèrent le soutien immédiat de tous les habitants de la ville et des autres ouvriers. Ce soutien allait de la nourriture, à l'argent, et au soutien moral. Des équipes de piquets furent or-

ganisées avec des rotations pour pouvoir dormir et manger. Le matin du dimanche suivant, un meeting de masse décida de continuer l'occupation et de contrôler le mouvement des hommes et des machines dans l'usine. Le principal objectif était de s'assurer que les machines nécessaires à la fabrication des torpilles à ILFORD ne quittaient pas ALEXANDRIA.

Quand on demanda au secrétaire de district de l'A.E.F. (autre syndicat des Trade Unions), Mc KEE, quelle était la position du syndicat vis-à-vis de la grève, il déclara que le syndicat était derrière les ouvriers mais que rien ne pouvait être fait pendant le week-end pour confirmer officiellement ce soutien de la grève, car les bureaux du syndicat n'ouvraient que le lundi matin (il est bien étonnant que les dirigeants syndicaux aient attendu de mettre les pieds sous leur bureau le lundi pour décider de leurs positions). Mc Kee déclara que le comité des shop-stewards de l'U.C.S. était 100% solidaire des ouvriers de Plessey.

(1) L.I.R.C. est un organisme d'Etat chargé de distribuer des crédits d'investissement aux entreprises ; la somme allouée avoisine 300 millions de francs.

(2) Petit port de la Manche au Sud de l'Angleterre.

(3) Banlieue du Nord-Est de Londres à 100km de là

Le lundi matin, la grève marchait bien : presque tous les ouvriers de PLESSEY étaient dans l'usine. Dehors, près de 50 ouvriers des usines locales s'étaient relayés au piquet de grève, et chacun attendait pour accueillir la direction. Ce furent d'abord les quelques ouvriers employés par PLESSEY au démontage de l'usine qui durent faire demi-tour. On leur dit à la porte qu'ils pouvaient entrer et qu'on ne leur ferait rien pour autant qu'ils n'essaieraient pas de toucher aux machines, sinon ils seraient traités en ennemis. Ils s'en furent, applaudis par les piquets. Quand les cadres arrivèrent là en voiture, on leur dit la même chose. Il y eut quelques incidents amusants. A un moment, une voiture avec 4 personnes s'arrêta à la porte. Le conducteur en descendit, s'engagea à ne pas toucher aux machines et retourna à sa voiture. Les portes restaient fermées. Il sortit de nouveau, retourna à la porte et dit : « eh bien ». La réponse fut : « vous avez accepté, mais les autres n'ont rien dit ». Et chacun des occupants de la voiture dut descendre et venir donner personnellement son accord : ils entrèrent dans l'usine, sous les cris : « dis merci », de tous les ouvriers, les uns photographiant; les autres battant lentement des mains, les autres tambourinant sur le toit de la voiture. En tout, 12 à 15 cadres entrèrent. Plus tard vinrent les femmes préposées pour le thé, pour faire du thé

aux piquets : un bon signe de soutien. Chacun s'installa pour attendre, sachant qu'il se passerait du temps avant qu'il ne se produise quelque chose de sérieux.

Quelques jours plus tard, après un entretien avec la police, la direction informa les ouvriers qu'elle allait amener de l'extérieur des équipes d'entretien. Les ouvriers offrirent de faire cet entretien, mais ils furent éconduits. Il y eut aussi une entrevue entre la police et les ouvriers. Bien que ce ne soit pas prévu par la loi en ECOSSE, les ouvriers se virent affirmer que ce n'était pas légal d'interdire le libre accès de l'usine à ceux qui en avaient le droit, et que la police donnerait sa protection à la direction, aux cadres, et aux ouvriers de l'extérieur, si c'était nécessaire. De longues discussions eurent lieu entre les ouvriers pour décider comment faire face à ces menaces.

Plus récemment, il y eut une manifestation à ALEXANDRIA pour le soutien des ouvriers de PLESSEY, à laquelle participèrent 7.000 personnes. Parmi les manifestants, il y avait une délégation de l'usine d'ILFORD. La direction leur avait dit que les machines d'ALEXANDRIA étaient démodées, mais une petite visite à l'usine les convainquit que c'était un mensonge. Les ouvriers d'ILFORD dirent qu'ils allaient diffuser ce fait auprès des ouvriers et du comité shop-stewards d'ILFORD.

Avoir du Bon sens :

Le lundi 6 septembre, nous (c'est-à-dire Solidarity) avons distribué ce tract aux ouvriers de PLESSEY et de l'U.C.S. :

« avoir du bon sens

« U.C.S.-PLESSEY : un pas vers quoi ?

« PLESSEY : sit-in

« U.C.S. : work-in

« PLESSEY : prendre les machines aux patrons

« U.C.S. : faire tourner les machines pour les patrons

« PLESSEY : démocratie ouvrière

« U.C.S. : bureaucratie des shop-stewards.

« qui contrôle à PLESSEY : les ouvriers

« qui contrôle à U.C.S. : « il ne faut pas faire de vagues »

« un gouvernement travailliste ou la nationalisation sont-ils une solution ? demandez aux mineurs, aux cheminots, aux ouvriers de l'acier

« les dirigeants syndicaux peuvent-ils mener une grève active ? Demandez aux postiers, aux électriciens, à ceux de PILKINGTON, aux éboueurs. (1)

« TOUS LES JOURS ET PAS A LA VOLONTE D'AILLIE. Est-ce assez du meeting hebdomadaire ou bien devons-nous être consultés en permanence ?

« les leaders sont-ils ceux capables d'avoir des idées et de décider de la politique et des tactiques ?

« la base peut-elle mener une lutte sans les leaders.

« que peuvent faire les leaders sans la base ?

(1) Note d'I.C.O. : Voir le récit de ces différents mouvements dans les numéros d'I.C.O. des années 1970 et 1971.

« LA CLASSE DEVANT LES PROFITS »

« la coopération avec la direction nous apporte-t-elle un profit quelconque ? »

« la coopération avec les liquidateurs nous apporte-t-elle un profit quelconque ? »

« quel profit retirerons-nous de terminer les navires avec le fonds de grève ? »

« nous sommes dans cette situation à cause du profit. »

« comment les travailleurs qui peuvent la sauver ? »

Reprenons les quatre comparaisons de ce tractat :

1) Que les ouvriers restent unis sur leur lieu de travail est une chose très importante. Les ouvriers de PLESSEY voient que la meilleure forme d'action est d'occuper les lieux de travail et d'exercer un contrôle direct : une attaque évidente sur les droits de propriété des patrons. Ils sont ainsi réunis et peuvent discuter de leur situation, des méthodes qu'ils doivent continuer à utiliser et peuvent ainsi communiquer continuellement. Il n'y a pas dans ce cas de possibilité que des ouvriers ne soient pas au courant de ce que pensent et sentent leurs camarades.

Les ouvriers d'U.C.S. ne menacent pas pour le moment les droits de propriété de leurs patrons sur les chantiers où ils travaillent. Ils y viennent le matin et les quittent le soir ; les week-end, les chantiers sont déserts, les portes sont ouvertes et on peut s'y promener librement. Il n'est pas nécessaire d'y prévoir une présence des ouvriers, car ils n'ont aucun contrôle de leurs lieux de travail.

Cette différence se retrouve dans les rapports avec la police. A U.C.S., la police va et vient librement dans et hors des chantiers dans un landrover bien visible, et peut ouvertement se faire voir. Le work-in ne constitue pas une menace quelconque « à l'ordre et à la loi » (en d'autres termes, aux patrons, aux liquidateurs et au gouvernement). A PLESSEY, la police n'est pas visible, et elle bat froid. Elle a avisé direction et ouvriers, mais l'avis destiné aux ouvriers a pris figure d'avertissement qu'ils mettraient le paquet en cas d'affrontement direct.

2) Les ouvriers de PLESSEY tiennent les machines dont l'entreprise a besoin ; le seul équipement qui les intéressait en achetant l'usine. Les patrons ont besoin des machines, mais les ouvriers sont déterminés à ne leur en laisser l'utilisation que quand eux-mêmes auront décidé où et comment elles seront utilisées. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas que leur vie dépende de fabrication d'armes de guerre, mais la société étant ce qu'elle est, les torpilles seront faites de toute façon, et il n'y a pas de raison qu'elles ne soient pas faites à ALEXANDRIA, et qu'en même temps, cela leur donne du travail.

A U.C.S., les ouvriers continuent à construire des navires et à vivre des subsides tirés de la poche des autres ouvriers, ceci seulement pour amener plus d'argent dans la caisse du liquidateur. Cette forme d'action laisse les navires finis entre les mains des patrons. (Leur propriété est encore reconnue comme telle) et cela n'est même pas à l'avantage financier des ouvriers. Finalement, plus les navires s'acheminent vers leur achèvement, moins il restera d'ouvriers dont la présence sera nécessaire sur les chantiers, et moins il en restera donc pour faire pression sur le gouvernement si cela est nécessaire à ce moment.

3) Les ouvriers de PLESSEY font leur politique et prennent les décisions ensemble démocratiquement. Ces décisions sont prises avec tous ceux qui ont la même information et le même intérêt dans l'issue de la lutte. C'est un contraste frappant avec l'U.C.S. où, comme nous l'avons souligné, la véritable structure des meetings de masse est telle qu'elle inhibe toute formulation d'une opinion par les ouvriers qui sont simplement regardés comme des tampons en caoutchouc pour imprimer les décisions des shop-stewards. Les ouvriers U.C.S. comprennent de plus en plus quel rôle on leur fait jouer dans cette affaire, et en allant plus loin, ils peuvent faire pression sur leurs leaders pour prendre en main le contrôle de la lutte.

4) Pendant leur lutte à PLESSEY, les ouvriers ont modifié les méthodes habituelles des prises de décision, ce qui a transformé la manière dont leur vie de travail est organisée ; cela leur permet de faire face à la situation présente. A PLESSEY, il n'y a pas de différence entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui les exécutent. A U.C.S., les mêmes structures anciennes de la direction restent en place pour contrôler le travail quotidien dans le « work-in », avec en plus, une direction de shop-stewards qui l'appuie et qui essaie de maintenir les ouvriers toujours plus loin de la sphère où sont prises les décisions. En conclusion, il n'y a aucun changement dans les relations d'autorité qui sont en place depuis si longtemps...

Solidarité U.C.S. Plessey :

Il est intéressant de regarder l'attitude des shop-stewards U.C.S. à l'égard de la lutte de PLESSEY. Quelques incidents sont particulièrement révélateurs.

Par exemple, à la manifestation massive de l'U.C.S. à GLASGOW, le mercredi 18 septembre, à laquelle prirent part 70.000 personnes, des ouvriers de PLESSEY, parmi d'autres, se joignirent au cortège. A un moment, ils s'assirent sur la chaussée et bloquèrent la rue. Immédiatement, les stewards de la marche firent la chaîne pour canaliser le reste des manifestants autour de ceux qui étaient assis et isolèrent ceux-ci en criant : « évitez ces fauteurs de troubles, c'est une marche disciplinée ». La police arriva et, voyant que les autres manifestants ne les soutenaient pas,

ceux qui étaient assis, respirèrent la marche.

Quelques conclusions :

Que pensons-nous des arguments économiques au sujet de la rentabilité possible des chantiers U.C.S. contenue dans le rapport RIDLEY d'il y a deux ans ? Les chantiers ont-ils été délibérément sabotés entre décembre 1969 et la mise en faillite en juillet 1971 ? Par exemple, on nous dit que les commandes de plusieurs navires ont été délibérément refusées au cours des 9 derniers mois. Sur le papier, il y a beaucoup de projets pour « résoudre » le problème U.C.S. et il est difficile de se faire une idée de ce qu'il en adviendra. Ce qui est clair, c'est que la base a été incapable d'imposer ses propres idées, qu'on lui a seulement demandé d'entériner les recommandations du comité des shop-stewards. Le gouvernement a monté une société pour continuer les chantiers de GOVAN LINTHOUSE. Les directeurs ont maintenant rencontré les représentants des syndicats et les shop-stewards, d'où se dégage une base pour la discussion d'une solution de compromis.

Avant la formation de cette société, les stewards disaient qu'il n'y aurait pas de négociations basées sur l'éclatement des quatre chantiers ou sur une solution qui n'incluerait pas l'emploi de la totalité de la force de travail. Puis REID et AIRLIE nuancèrent leur position en y introduisant un nouveau terme baptisé « proposition cumulative ». REID était d'accord que ceci pouvait être interprété comme une opération impliquant des solutions distinctes pour les différents chantiers. Dans les négociations, les stewards changeront vraisemblablement leurs positions « pas de licenciement » vers une attitude plus souple comportant inévitablement des licenciements, c'est-à-dire un peu

Quand la marche atteignit la place prévue pour le meeting, quelques ouvriers de PLESSEY essayèrent de planter leurs banderoles à côté de celles de l'U.C.S., bien en vue des caméras de TV pour donner quelque publicité à leur mouvement. Ce n'était pas à faire. AIRLIE se pencha et leur dit de partir. Comme ils insistaient, tout ce qu'ils obtinrent fut la menace d'appeler la police.

Le lundi 13 septembre, à un meeting à CHATHAM, ROSS, leader des shop-stewards des chaudronniers U.C.S. déclara qu'en dépit de leur situation meilleure, les ouvriers de PLESSEY n'avaient aucune chance de gagner (comme les ouvriers U.C.S.) car « ils n'avaient pas de direction ayant une perspective politique correcte ».

moins que les 6000 envisagés au début. Une telle solution de compromis permettrait à AIRLIE et REID de proclamer une « victoire partielle » et le gouvernement atteindrait en même temps son principal objectif. Ce n'est que si les choses devenaient trop brillantes pour REID et AIRLIE, sous la pression de la base, qu'on verrait alors intervenir les chefs des Trade Union dans les négociations.

N'y a-t-il pas d'autre alternative que cette négociation par dessus la tête de la base ? Les ouvriers du rang ne sont pas des idiots et beaucoup se rendent compte de ce qui se passe. Peuvent-ils lutter contre la répression des leaders tels que REID et AIRLIE, qui s'ajoute à celle des dirigeants des Trade Union, qui s'ajoute à celle de la presse, de la T.V., de la radio, et à celle du gouvernement. Les ouvriers pris séparément ont des problèmes individuels différents, c'est-à-dire les circonstances familiales, l'âge, des projets pour leur emploi futur, etc... problèmes qui influent sur leurs actes. Quoiqu'ils décideront de faire, les ouvriers d'U.C.S. devraient pouvoir le faire en pleine connaissance de toutes les informations souhaitables. Le gouvernement n'ira pas faire de concession s'il n'y est pas contraint. Les ouvriers doivent assurément utiliser des méthodes qui frappent plus durement ceux qui détruisent ainsi leur communauté de vie.

Considérant les avantages du « work-in » le liquidateur les résumait ainsi. Alors qu'on lui parlait de la décision des « work-in », il déclara : « eh bien, si ce qu'ils font est de travailler pour le droit au travail, je n'ai pas à m'y opposer ».

SOLIDARITE AVEC LES PROCES OUVRIERS

Depuis deux ans environ, un nombre important de grèves spontanées ont eu lieu. Plusieurs de ces grèves (Caterpillar, Michelin, Clabeq, Citroën, etc...) se sont terminées par le licenciement des travailleurs combattifs.

Ces grèves spontanées étaient la riposte des travailleurs contre l'aggravation incessante des rythmes de travail, la diminution croissante de leur pouvoir d'achat, l'aggravation de leurs conditions de travail (sécurité, hygiène, dictature patronale etc...), et pour le maintien de l'emploi. (Claverbel-Moustier, Leffe-Dinant).

Plus soucieux de respecter des accords signés avec les patrons que de la défense des intérêts des travailleurs, les syndicats ont condamné ces grèves au nom du respect de la paix sociale.

Face à cette situation, les travailleurs les plus conscients se sont regroupés en comités ouvriers pour mener la lutte et imposer les revendications de l'ensemble des travailleurs de ces usines aux patrons et aux syndicats.

Ne pouvant tolérer que les travailleurs prennent en mains leur lutte, les patrons, l'Etat, et les syndicats ont employé tous les moyens à leur disposition pour briser ces grèves :

- Interventions des milices patronales et des forces de l'ordre (Michelin, Citroën, Caterpillar).
- Attaques des piquets de grève à la matraque par des dirigeants syndicaux et des gorilles du patron (Caterpillar), dispersion des piquets par la gendarmerie et la police (Citroën), mines du Limbourg, Caterpillar).
- Références postales (Limbourg, Clabeq) lettres de menaces du patron, etc...
- Colonnies du comité de grève (partout)
- Poursuites judiciaires contre des travailleurs (Leffe-Dinant, Caterpillar, Boel, Petite Esoupre)

Profitant de la complicité des syndicats, les patrons ont frappé fort, plus de 150 licenciements ont eu lieu rien que pour Caterpillar, Citroën, Michelin et Clabeq.

Invokant les fautes graves (occupation d'usine, rupture de la paix sociale, indiscipline, refus du référendum etc...) Les patrons ont licenciés sans aucune indemnité de préavis, de chômage etc... Certains de ces licenciés ont décidé de faire un procès à leur patron, non pour défendre leur intérêt personnel, mais pour faire respecter les droits les plus élémentaires de la classe ouvrière.

A travers ces procès, les licenciés s'attaquent en fait à tous les patrons et à la collaboration des syndicats avec ceux-ci.

C'est pour cela qu'ils ont posé comme objectif à ces procès :

- 2° - Droit d'occuper les usines par les travailleurs en grève.
- 3° - Droit de poser des actes de grève (refus des ordres des chefs, piquets de grève etc...)
- 4° - Droit au travail opposé à la soi-disant "Liberté du travail",
- 5° - Interdiction des milices patronales fascistes. Rejet des projets de loi Vranckx (le projet 625 sur les armes, autorisant l'armement des gardes patronaux et le projet de réforme de la loi de 1934 contre les milices privées et qui pourra attaquer toutes les formes d'action de la classe ouvrière : piquets de grève, etc...)

L'aggravation de la crise économique actuelle (350.000 chômeurs en plus prévus par le marché commun en 1972) et la hausse des prix incessantes rendent ces armes plus indispensables que jamais pour la classe ouvrière qui devra mener des luttes importantes dans les mois à venir.

C'est pourquoi ces procès concernent toute la classe ouvrière, c'est aussi pourquoi tous les travailleurs doivent être solidaires de l'action des licenciés.

Il est évident qu'aucun tribunal ne sera disposé à admettre spontanément de telles revendications.

Revendiquer ces droits devant les tribunaux sera une première étape. Mais seule la mobilisation des travailleurs pourra imposer des droits, transformer ces procès en une victoire pour la classe ouvrière.

Un Comité de Solidarité avec les Procès Ouvriers s'est constitué. Il se donne comme tâche d'organiser la solidarité avec l'action des travailleurs devant les tribunaux, de défendre les droits élémentaires de la classe ouvrière devant la justice.

Le comité lance un appel à tous les individus, à toutes les organisations qui estiment juste pour la classe ouvrière l'action qu'il poursuit. Il leur demande de rejoindre ses rangs et leur propose de mener une action d'information unie la plus large possible sur les buts et le déroulement de ces procès.

LE COMITE VIENDRA DANS LES PROCHAINS JOURS DIFFUSER UN BULLETIN D'INFORMATION AUX USINES ET DANS LES QUARTIERS.

AIDEZ-NOUS A LE FAIRE CONNAITRE AUTOUR DE VOUS.

Comité de solidarité avec les Procès Ouvriers
 Ed. Resp. B. Nicolas - R. Trône 109
 1050 Bruxelles

SOLIDARITE !

MAIS DE QUI SUR QUOI ?

Une série de procès frappent des militants ouvriers. Le caractère de classe de ces procès est évident. Contre cette offensive de la bourgeoisie, la réponse ouvrière doit être aussi nette et forte que possible. C'est pourquoi le groupe "Lutte de classe" dénonce la plate-forme du "Comité de solidarité" comme contraire aux intérêts du mouvement ouvrier.

La plate-forme repose sur une analyse insuffisante de la situation concrète et de son développement prévisible. Elle "oublie" les facteurs économiques déterminants. Elle ignore la nature de l'Etat. Elle ne tient pas compte de l'état actuel des différentes classes et du rapport de force social (économique, politique et idéologique). Le comité en arrive ainsi à proposer la constitution d'un front démocratique pour la défense des droits ouvriers. Nous pensons que parler de "démocratie", même ouvrière, de Droite dans une société de classe est un mensonge, mystification.

Pour éviter toute équivoque, nous tenons à exposer nos positions. Afin de nous faire comprendre, nous reprenons l'analyse à ses débuts. Faute de temps nous procéderons par affirmations schématiques.

Le mode de production capitaliste semble au seuil d'une nouvelle phase, au début d'une crise profonde. Cette crise a commencé vers le milieu des années soixante dans les pays industriellement développés.

Pour surmonter sa crise, le capitalisme fuit en avant en prenant une série de mesures caractéristiques;

- intervention directe accrue d'un Etat de plus en plus fort (protectionnisme, subventions à l'industrie, nationalisation des secteurs déficitaires). Evolution vers une forme de capitalisme d'Etat.
- réarmement et politique d'agression internationale.
- inflation permanente (1)
- course aux nouveaux marchés (rapprochement USA-Chine, Marché Commun-Pays de l'Est)
- subordination de plus en plus étroite de la consommation à la production (société de consommation)

Mais aujourd'hui toutes ces mesures de renflouage économique ne font qu'aggraver les contradictions internes du système.

(1) inflation: course à l'augmentation des prix qui vise à "écraser" les salaires... mais finit par dévaluer la monnaie. Car les capitalistes ont tendance à oublier que ce ne sont pas les banques mais les forces productives (matières premières + machines + sciences et techniques + travailleurs) qui créent la richesse sociale.

Différente des crises économiques du passé, la crise actuelle est globale: économique, mais aussi sociale, politique et idéologique. La dynamique même du capitalisme engendre des besoins et des poussées sociales que son développement ne peut satisfaire. Un fossé se creuse entre le développement capitaliste et le développement possible. L'accumulation insensée de marchandises commence à entrer en contradiction flagrante avec les besoins sociaux.

Carvoit donc ce qui pourrait relancer le capitalisme: une troisième guerre mondiale ou de nouveaux débouchés " (cfr les investissements dans l'industrie anti-pollution). La situation économique réduit la marge de manoeuvre de la bourgeoisie. Elle a épuisé le cours; la baisse du taux de profit la conduit à renfermer l'exploitation du prolétariat.

Les grèves sauvages sont la réponse pratique de la classe ouvrière à la détérioration de ses conditions de travail, et écho des luttes passées, à la dégradation de son niveau de vie. Dans cette situation, démocratie politique (parlementarisme) et démocratie économique (syndicalisme) ont du plomb dans l'aile. Résultat: la situation économique contraint le prolétariat à se radicaliser. Sur ses formes de lutte et leur portée, il tend à rompre dans la pratique avec l'ancien "mouvement ouvrier". Désormais partis et syndicats n'ont plus de militants mais une clientèle.

Dans ce contexte, la tendance fondamentale des luttes de classe prolétariennes est à l'AFROSCOPPE. La classe reconquiert véritablement le contrôle de ses luttes et de sa conscience. Elle recrée des embryons (comités ouvriers) de son indispensable organisation de classe.

Comme les ouvriers radicaux, les couches "contestataires" sont le produit actuel de la dissolution naissante du capitalisme. Un même refus de la "vie" capitaliste, perçue comme insupportable, est limitée, les unit. Cependant seule une perspective de classe consciente peut favoriser un développement de la situation dans un sens positif. Le prolétariat a à prouver clairement qu'il est la réponse aux contradictions de la société capitaliste en crise, qu'il est la force anticapitaliste. C'est la cause prolétarienne qu'il faut appuyer; sinon on s'enfoncera dans une situation confuse où la perspective de classe sera abstraite.

Bref, il faut proposer le contraire d'appels à la "justice", de pleurnicheries démocratiques sur les soi-disants droits de la classe ouvrière. Au lieu de replâtrer l'illusion de l'Etat et de la Justice au-dessus des classes, à cette époque de désillusions, il conviendrait plutôt d'appréhender celles-ci. L'Etat n'est rien d'autre qu'une machine bureaucratique et militaire par laquelle la classe dominante se donne pour asseoir sa domination sur la société.

Cette domination politique repose sur son pouvoir économique. L'Etat démocrate exploite tout autant que l'Etat autoritaire. Etat démocratique et Etat autoritaire sont deux formes qui recouvrent le même contenu.

La justice, les droits du peuple, la démocratie contribuent à abuser les travailleurs en dissimulant l'exploitation capitaliste. La démocratie est plus sournoise que la violence ouverte. En réalité la démocratie est l'expression d'un rapport de force entre les classes à un certain stade de l'évolution de l'économie. Lorsque l'économie est en crise, le rapport de force change et la démocratie cède nécessairement le pas à la violence ouverte. Quels que soient les gâchis en représentation au théâtre de l'Etat bourgeois, il n'y a qu'une pièce au programme, dictée par l'économie capitaliste, c'est l'esclavage des salariés au service du capital.

Enfin réclamer des droits, demander la condamnation des "mauvais" patrons à la justice, à l'Etat du Capital est non seulement une erreur, mais un danger! Le seul droit qui existe réellement dans cette société est celui du plus fort parce qu'il a le pouvoir économique, celui du capital. A part se vendre moyennant salaire, le travailleur n'a aucun droit réel. Il a des intérêts opposés à ceux des capitalistes. Le reste n'est que faiblesse masquant cet antagonisme. Non content de laisser l'équivoque légaliste, le "comité de solidarité", en appelant à la condamnation des milices privées, sème l'illusion d'une "bonne" police. Croient-ils que cette police qu'ils ont contribué à renforcer puisse servir à autre chose qu'au maintien de l'ordre capitaliste, à les frapper eux aussi?

Les lois exprimant les intérêts des travailleurs ne peuvent exister sous le mode économique bourgeois.

Les travailleurs en lutte sont contraints de sortir de la légalité. Lorsque la crise sociale est suffisamment profonde, lorsque la lutte des classes atteint un certain niveau, l'affrontement armé est inévitable. Cela ne dépend pas de notre volonté. Le capitalisme dépend lui-même engendre une violence égale à celle de son exploitation.

Le propre d'un militant conscient est de ne pas perdre de vue l'enjeu des luttes de classes, leur sens historique. L'abandon de principes fondamentaux au profit d'objectifs immédiats, conduit toujours à la défaite à long terme.

Certes le rapport de forces est largement en faveur de la bourgeoisie. Le réveil prolétarien est à ses tout débuts. Les militants communistes sont ultra-minoritaires.

Mais la crise globale qui vient, qui nous a déjà fait prendre conscience de la fosse de classes dans la société, radicalisera les luttes, la conscience.

Nous nous appuyons sur le mouvement réel, sur son développement prévisible et non sur une ligne bornée.

Pour que notre position soit claire aux yeux de tous les militants, nous reprenons synthétiquement notre critique et nos conceptions.

— Des militants conscients n'aident pas à graisser le mécanisme de la justice et de la démocratie quand il grince. Au contraire, "Lutte de classes" pense que l'avantage des révolutionnaires est d'être les seuls à n'avoir rien à cacher, à représenter les intérêts communs de tous les travailleurs, à exprimer TOUT le sens du mouvement et à faire les propositions d'action qui en découlent.

Inlassablement nous montrerons comment la bourgeoisie est contrainte pour défendre son intérêt de sacrifier Justice et Démocratie sur l'autel du Capital.

Nous expliquerons comment Justice et Démocratie sont les agents sournois du maintien de l'ordre capitaliste.

— Nous ne cacherons pas que tant que durera le capitalisme, les travailleurs ne seront que des marchandises sur le marché du travail et n'auront qu'un seul droit: se vendre!

Toujours nous dévoilerons l'antagonisme d'intérêts entre les classes et nous en dégagerons le sens de la lutte sans merci que les travailleurs ont du, doivent et devront mener pour faire prévaloir leur intérêt. Nos actions se fondent sur l'intelligence de la marche et des fins générales du mouvement. Nous partons de la connaissance du rapport de force entre Capital et Travail c-à-d l'état de l'économie et des classes. Loin de tout activisme et volontarisme, nous savons que seule la crise du capitalisme crée les conditions de son abolition.

— Notre ligne de conduite est limpide. Nous luttons pour le pouvoir absolu et international des travailleurs détruisant la division de la société en classes, le salariat et la marchandise.

Nous ne dissimulons pas que cela ne peut être atteint que par le renversement violent de tout l'ordre social passé.

— Nous dénonçons le "Comité de solidarité" parce qu'il "oublie" cela. Il agit à contre-courant de la crise sociale et du réveil prolétarien en préférant l'unité factice et immédiate, l'alliance sans principes avec des "démocrates" à un regroupement sur des positions de classe intransigeantes, au développement de la révolution prolétarienne.

— Appuyer une fraction de la bourgeoisie (dans le cas présent, la fraction libérale, anti-fasciste et anti-impérialiste) contre une autre (ici, la fraction technocratique, impérialiste et autoritaire) a toujours historiquement conduit à la défaite des prolétaires. Plus que jamais, à l'époque où le capitalisme est malade, où on ne peut conjurer sa crise (sinon par une révolution) et où se manifestent les signes avant-coureurs d'une reprise prolétarienne, la politique de front est à dénoncer comme récupératrice et contraire aux intérêts fondamentaux de travailleurs.

Si faibles soyons-nous provisoirement, seul un regroupement sur des positions de classe claires et nettes peut servir, actuellement, la cause ouvrière.

^{combat}
L'Etat autoritaire ne sert pas ~~au nom~~ au nom de la Démocratie, du Peuple et de la Justice.

Pour l'union des forces **ANTICAPITALISTES** !

Groupe "Lutte de Classes"

contact: P. Aartsz

23 Rue Marché aux Porcs 1000 Brxl.

Les journaux hollandais sont souvent plus prolifiques que les nôtres à propos des luttes autonomes qui se déroulent dans les Flandres. Le récit de cette grève nous a été envoyé par un camarade hollandais, d'après ses lectures.

- " Les 10 dernières années, un grand nombre d'entreprises hollandaises ont établi des usines en Belgique, attirées par les primes du gouvernement et par les bas salaires dans certains coins arriérés du pays. Rien que dans le Limbourg, elles ont installé, déjà, un nombre de 45 ateliers de confection, branche rétrograde du capitalisme qui emploie surtout des ouvrières souvent payées en-dessous des barèmes (en Hollande aussi)
- " Dans l'un de ces ateliers - la firme De Goede, dont le bureau central est à Rotterdam - les 120 ouvrières ont débrayé le 29 novembre 71 pour commencer une lutte qui devait durer jusqu'au 17 janvier. La grève commença spontanément. Malgré le fait que les syndicats se sont placés presque directement derrière les grévistes, l'action a gardé du début à la fin un certain caractère de spontanéité et des traits qui ne correspondent pas avec le comportement syndical. Voilà pourquoi cette grève en Campine vaut bien la peine d'une petite analyse. Il y a autre chose en plus : l'action était pour ainsi dire exemplaire par le fait que, pendant la durée de la lutte, les revendications et les buts des grévistes se sont transformés et élargis.
- " Depuis une dizaine d'années, chaque résistance ouvrière en Belgique n'a connu que deux manières de se développer. Ou bien les syndicats se déclaraient dès le début contre la lutte et persistaient dans cette attitude hostile ; ou bien ils faisaient semblant de se placer à la tête du mouvement avec l'arrière-pensée et le seul but de l'étrangler aussitôt que possible. Dans ce cas-ci, la bureaucratie syndicale essayait de diminuer la tension - par exemple avec une grande marche dans les rues d'Hasselt - et ensuite elle manipulait avec des trucs bien connus ; ainsi et surtout, l'énorme escroquerie d'une grande réunion des "grévistes" dans laquelle ce n'étaient pas les grévistes qui étaient admis, mais seulement ceux qui avaient la confiance des syndicats.
- " Les ouvrières de De Goede ont réussi à garder toutes les initiatives en mains, malgré l'intervention officielle des syndicats. L'idée, par exemple, d'aller toutes ensemble à Rotterdam pour manifester devant le siège de la société et appeler à la solidarité de leurs collègues hollandaises, cette idée est typiquement une idée née dans des têtes prolétariennes, et pas dans des têtes de bureaucrates. Autre exemple : les ouvrières en grève - celles qui étaient mariées autant que les non-mariées - furent fortement aidées par leurs maris et leurs fiancés qui se trouvaient avec elles devant la porte de l'usine et les aidaient dans les dures batailles qu'elles eurent avec la gendarmerie ; dans ces batailles, les femmes se montraient d'ailleurs les plus

furieuses et les plus audacieuses. Et il n'y avait pas que les maris et les fiancés qui étaient là, mais aussi une bonne partie de la population de la petite ville ouvrière de Herck-la-Ville. Il est bien évident qu'elle n'était pas appelée au secours par la bureaucratie syndicale, qui aurait sans doute préféré arranger l'affaire toute seule et de sa manière traditionnelle et tranquille. Troisième exemple : pendant toute la durée de la grève, les ouvrières de De Goede ont insisté pour que les négociations soient menées par les femmes elles-mêmes, revendication qui ne peut certes pas avoir été inventée par les syndicats.

" Pour expliquer d'où sont venues les possibilités d'une telle position indépendante des ouvrières en lutte, il faut savoir que ces femmes se montraient extrêmement inventives lorsqu'il s'agissait de trouver des moyens financiers de secours. Par conséquent, elles étaient moins dépendantes des caisses syndicales. Par exemple, elles faisaient, assistées par les hommes, des collectes à la sortie des églises ; elles organisèrent des bals, dont les bénéfices étaient destinés au fonds de la grève. L'entrée était sans doute considérable. Et pourquoi pas ? C'était sans doute la première fois dans l'histoire qu'on pouvait aller au bal dans l'intérêt de la lutte de classes. Et quel est celui qui ne veut pas, dans de telles circonstances, aller danser avec de belles grévistes dont la plupart n'ont pas encore 20 ans ?

" De plus, les femmes en grève se dirigeaient elles-mêmes, en-dehors des syndicats, au moyen de tracts destinés directement au public. Donc, si l'on veut définir le caractère de cette grève, il faut dire qu'elle n'était ni complètement autonome, ni complètement officielle, et ça montre que la réalité d'une lutte est loin de toutes sortes de schémas. Si l'on demande où il faut mettre, dans un tel cas, l'accent - sur les phénomènes autonomes ou sur les phénomènes officiels - il va de soi que ça dépend du développement de la lutte et des circonstances, qui ne sont jamais pareils d'une lutte à l'autre.

" Dans le cas de la grève des ouvrières de De Goede, ce sont les traits autonomes de la lutte qui ont dominé. Voilà pourquoi, croyons-nous, les femmes ont été victorieuses. La direction a cédé complètement : toutes les revendications sont satisfaites. Juste au moment où les autocars avaient été loués pour aller à Rotterdam, la firme capitulait devant son personnel. Néanmoins, les filles sont montées dans les autocars et elles sont allées en Hollande. Plus pour y protester, mais pour y fêter leur victoire et y faire des courses. On nous a dit que leur moral était magnifique !

" Nous venons de dire que toutes les revendications ont été satisfaites. Nous avons déjà signalé plus haut le fait que ces revendications n'étaient pas les mêmes qu'au début de la grève. Les filles ont débrayé parce que la direction leur refusait le droit de prendre les deux jours libres (en-dehors des vacances) selon leur désir. Tous les ans, il y a une kermesse dans la

petite ville. Mais justement, à la date de cette kermesse, on ne peut pas prendre ses jours de congé. Il faut connaître le rôle important d'une kermesse dans la vie un peu grise d'une petite ville industrielle, il faut être une jeune fille de 20 ans pour se rendre compte qu'un tel refus peut faire éclater une grève. Mais une fois en lutte, d'autres revendications se sont présentées : un traitement plus humain, et plus des traitements qui faisaient trop souvent fondre les filles en larmes ; un plus grand salaire de base ; des samedis libres ; deux jours de vacances en plus et encore deux autres jours de congé ; finalement, une amélioration de la classification du travail. Et, au cours de la lutte, comme souvent, ces revendications acquièrent une plus grande importance que les revendications originelles.

" Pendant la durée de la grève, le directeur de De Godde a déclaré à plusieurs reprises que des "agitateurs révolutionnaires" étaient derrière toute l'affaire. En rapport avec ça, ce monsieur "bien informé" mentionnait le nom d'un certain Flor Bleux. En réalité, ce Flor Bleux est fonctionnaire de la C.S.C., et il doit avoir été stupéfait par une telle accusation ; celle-ci est tout de même très intéressante parce que, involontairement, elle souligne le caractère mixte de la lutte que nous avons montré. Dans le cas d'une grève purement officielle, sous la direction d'un syndicat, la pratique de monsieur Bleux aurait été tellement clairement en faveur du patronnat qu'une telle idée n'aurait jamais effleuré le directeur.

" Mais même dans les circonstances données, l'accusation était idiote. Les initiatives des ouvrières n'étaient pas du tout inspirées par un fonctionnaire syndical, quel qu'il soit. Il est vrai que l'organisation "Force de Ouvriers" (équivalent de "Force des Mineurs"), dans les grèves précédentes, a vainement essayé de jouer un rôle. Pendant la grève à Herck-la-Ville - nous assure une source belge qui sympathise avec "Force des Ouvriers" et qui n'aurait pas manqué de mentionner son rôle, aussi petit qu'il ait été, - "Force des Ouvriers" n'a absolument rien influencé. "Force des Ouvriers" n'a aucune part dans la victoire : il n'y a rien d'autre que la force des femmes qui luttaient ensemble et qui n'hésitèrent pas à prendre des mesures fermes à l'égard de six jaunes. Elles les attaquèrent féroce-ment, bien qu'elles fussent protégées par la gendarmerie de mauvaise réputation.

Les pages qui suivent constituent, comme nous l'avions annoncé dans le numéro 14, les pièces d'un débat qui a eu lieu entre des camarades de Daad en Gedachte, I.C.O. et Liaisons :

- 1) La critique, par un camarade de Liaisons d'un article paru dans ICO 103-104 sur la grève avec occupation de Faulquemont (Lorraine) Nous n'avons pas reproduit cette critique faute de place et parce qu'elle semblait suffisamment résumée dans ...
- 2) La réponse faite à cette critique par deux camarades français et néerlandais, après une discussion verbale avec le camarade de Liaisons.

CE DEBAT NE PEUT PAS EN RESTER LA !

Ce qui semblerait être une discussion fermée au sein d'une chapelle de spécialistes est en fait un problème crucial qui concerne tous les travailleurs en lutte contre les patrons. Cette forme de combat qui prend de plus en plus d'ampleur dans les pays nous concerne tous. C'est maintenant plus que jamais que doit s'ouvrir le débat entre tous ceux qui lisent Liaisons.

Les occupations d'usines

Il y a dans l'article de L.C.G. 103-104 sur la grève de Faulquemont quelques assertions qui me font tiquer, comme elles feraient probablement tiquer plus d'un ouvrier des bassins charbonniers de Wallonie.

Je ne sais pas comment s'est terminée exactement la grève de Decanville (ont il est fait mention, mais ce que je sais, c'est que la réalité économique-sociale en Belgique vient contredire complètement ce que l'auteur de l'article affirme du caractère autonome des mouvements d'occupation.

En fait, toutes les occupations de lieux de production qui se sont déroulées en Belgique depuis la grève générale de 60-61 (où le mouvement d'occupation fut très loin d'être un phénomène généralisé) se sont déroulées dans des secteurs arriérés de l'économie capitaliste belge. Celle-ci les condamne parce qu'elles ne sont plus rentables, un point c'est tout. L'occupation n'est jamais dans ces cas que la seule forme de lutte que peuvent envisager les futurs chômeurs contre un ordre de choses qui les dépasse et les écrase: l'évolution du capitalisme sous le signe du profit maximum. L'occupation est dès lors une tentative désespérée symptomatique d'une lutte d'arrière-garde. L'auteur de l'article le reconnaît implicitement lorsqu'il écrit que "ce qui détermine le caractère essentiel d'une lutte, ce n'est pas la tactique utilisée, ... mais le contenu réel, que les travailleurs y mettent ... quelles que soient les voies empruntées et les raisons immédiates de la lutte."

La seule exception notable à cet état de fait est celle de dix ans en Belgique, c'est l'occupation de l'usine Michelin, secteur de la pneumatique. Par cette exception, qu'il soit permis de noter la situation des ouvriers et autres groupes qui se branlent révolutionnairement chaque fois qu'ils entendent parler d'occupation.

Revenons à nos luttes d'arrière-garde et à occupations qui les accompagnent. Je n'ai en mémoire le déroulement détaillé des moments sociaux qui n'ont pas manqué d'accompagner les fermetures d'entreprises non rentables en Belgique (c'est par vingtaines que se firent les fermetures de puits miniers dans les bassins de Wallonie, au cours des vingt dernières années). Néanmoins, dans les trois cas que j'ai connus d'assez près et qui peuvent être considérés comme représentatifs de ce genre de luttes, c'est le même schéma de déroulement de la lutte qui apparaît. Il s'agit de la Grande-Bacure, à Herstal, en 64, de Jodel à Battice en 68 et, dans le secteur textile de l'usine de Leffe à Dinant.

Plus souvent au moment de la fermeture de l'entreprise qu'à l'annonce de celle-ci, les travailleurs occupent. Et cela arrange tout le monde (côté pouvoir, bien entendu). Lorsque le camarade hollandais cité par l'auteur de l'article (p.6, §3) écrit qu'"en occupant la mine, les ouvriers attaquent les relations de propriété capitaliste", je ne marche pas. Ces relations de propriété capitaliste existent que dans la phase de production. Or, dans le cas de fermetures d'entreprises, l'un des termes de la relation, le patronat, a disparu; de même, il n'y a plus de rapports de production parce qu'il n'y a plus ni rapport, ni production. En d'autres termes, les patrons s'en foutent parce que l'entreprise en question n'existe plus économiquement, et ils laissent pourrir la situation sur le tas. L'occupation leur permet éventuellement de mettre hors-la-loi quelques soi-disant meneurs (ça fait tous les jours ça de moins à reclasser, n'est-ce pas). C'est à peine si quelques représentants des franges les plus arriérées de la classe dominante pour pousser des cris d'orfraie face à ce "viol" de la morale bougeuse, ce qui permettra toujours au patron (ou à l'Etat) d'abandonner quelques miettes de pain lors des négociations.

La situation arrange aussi les syndicats, quoi qu'ils fassent en faveur ou contre la grève. Dans le premier cas, leur degré d'intégration au niveau régional ou sectoriel leur interdit de soutenir le mouvement sous peine de n'être plus des "interlocuteurs valables"; mais tandis que dans un secteur de poterie ou tout simplement encore productif, on les voit mettre en branle une profusion d'offensives ou de manœuvres de récupération, ici, tout comme les patrons, ils laissent pourrir la chose. Ou bien ils donnent leur reconnaissance au mouvement, ce qui a l'avantage de leur donner une allure revendicative publicitaire à très très bon marché. Ce sont généralement les délégués syndicaux de base qui servent de relais de cette tactique, d'ailleurs sans s'en rendre compte. Quelques manifestations bien platoniques sont organisées, et la situation n'en pourrit pas moins.

Pourrait-on s'attendre à une autre attitude de la part des syndicats, puisque, sur le plan national, ils ont participé à l'élaboration des plans de rationalisation et les ont cautionnés. La seule chose que le pouvoir attend d'eux, c'est de veiller à ce que les occupants restent gentiment sur le lieu d'ex-production.

UNE REPONSE

Que représentent les occupations d'usines dans le capitalisme moderne ?

Cette question est souvent débattue, notamment depuis mai 1968. La position exprimée dans un article d'I.C.O. (N° 103-104 - mars-avril 1971) se rapportait à la grève des mineurs de Faulquemont (décembre 1970); le déroulement de cette lutte était comparé à celle des mineurs de Decazeville (janvier-février 1962 - I.C.O. Nos 4-5 et 6 - janvier-février et mars 1962). Dans les deux cas, il s'agissait pour les mineurs d'empêcher la fermeture des puits de mine de houille dans le cadre d'un plan de réorganisation des houillères nationales; ou plutôt d'obtenir par tous les moyens des dirigeants patronaux et gouvernementaux le maintien du travail dans la région (dans la mine ou ailleurs) avec une perte de salaire minime, de sorte que la fermeture de l'entreprise ne perturbe pas trop (comme cela se produit habituellement) la vie des familles. Ces deux luttes - Faulquemont et Decazeville - dressaient donc les ouvriers "contre l'organisation capitaliste de la production capitaliste" (c'était le titre de l'article). Mais le déroulement avait été totalement différent. A Decazeville, les syndicats avaient été contraints de "laisser" l'occupation de la mine, qui dura 64 jours. A Faulquemont, la seule occupation fut celle d'un siège administratif de Merlebach (présenté abusivement par les syndicats comme le siège des Houillères de Lorraine), éloigné de la mine menacée de fermeture et avec tri syndical des occupants. Tous les mineurs de Decazeville avaient participé à l'occupation; leur combativité pouvait s'expliquer par le fait qu'ils n'avaient aucune perspective dans cette petite mine au fin fond du Massif Central. L'occupation n'était pour eux qu'un moyen plus efficace de lutte. Ils ne se faisaient pas tant d'une théorie quelconque. Leur détermination imposait à tous cette occupation, notamment aux syndicats: ces derniers, pendant de longues semaines, ne purent faire adopter d'autres moyens de lutte, ne purent diviser les uns des mineurs. Ce faisant, les mineurs bouleversaient l'ordre bourgeois et les relations de propriété capitalistes.

Nous voici à la seconde chose qui cloche dans l'article sur Faulquemont: lorsque les travailleurs sortent des lieux de production pour attaquer des points extrêmes représentatifs du pouvoir, ils se mettent peut-être sur le terrain choisi par celui-ci, ils se mettent peut-être sur le terrain politique ou syndical, ils laissent peut-être souvent les syndicats récupérer leurs "sorties" (bien que, comme il est écrit, ces manifestations soient en bien des cas autonomes), mais c'est pour eux le seul moyen, dans une lutte perdue d'avance, d'obtenir plus que de vagues promesses en matière de reclassement. S'ils restent dans l'usine, le pouvoir les laissera crever sur place; par contre, s'ils s'attaquent aux symboles de ce même pouvoir, leur action pèsera dans les décisions les concernant à la mesure de son autonomie et de sa violence.

Je voudrais préciser, pour le cas où ce ne serait pas clair, qu'il ne s'agit pas de donner des préceptes aux travailleurs d'une entreprise en voie de fermeture, ni de cautionner l'action syndicale ou politique, mais qu'il s'agit d'observations empiriques du déroulement de mouvements sociaux qui ont eu lieu dans des secteurs non-rentables du capitalisme belge.

A Faulquemont, dans la région industrielle de Lorraine, il n'y avait rien de tout cela, une partie importante des mineurs envisageant sans doute d'autres possibilités individuelles de reclassement, ce qui faisait qu'ils étaient eux-mêmes indécis et divisés, les uns allant aux solutions plus radicales, les autres se contentant des démonstrations à caractère plus "politique" (1). Cette dispersion favorisait l'intervention des syndicats qui réussissaient assez bien à canaliser la lutte uniquement sur ce terrain "politique" sans qu'elle déborde beaucoup le cadre légal.

La tentative du Comité de défense de Faulquemont (composé de représentants syndicaux, des élus locaux et de commerçants, dont Bastian, à la fois délégué CFDT et maire de la localité) de relancer un mouvement en décembre 71, correspond bien à cette orientation. Leur mot d'ordre "d'occupation indéterminée de tous les lieux de travail" sans cesser le travail ne rencontra pas suffisamment d'écho pour être poursuivi au-delà d'une nuit passée dans la mine: dans un vote sur cette action, 1/3 s'abstinent, 1/3 sont pour continuer, 1/3 pour "d'autres formes d'action". Comme en décembre 70, ce sont les syndicats qui imposent leur tactique. Exactement à l'opposé de ce qui s'est passé à Decazeville (voir note annexe sur ce dernier mouvement).

(1) c'est-à-dire de démarches (annoncées auprès des autorités administratives diverses, sous la conduite des "élus" locaux.

(2) La Lorraine, terrain d'affrontement direct entre le Parti Communiste et l'U.D.R. gaulliste, se prête bien à cette forme de déviation des luttes vers les coupes parlementaires stériles pour les travailleurs.

Le manifeste belge critique du "caractère autonome des mouvements d'occupation" qui se déroulent ainsi "dans les secteurs arriérés de l'économie capitaliste". Cela ferait l'affaire de tous les dirigeants, dont l'intérêt est que les travailleurs restent dans la mine ou l'usine à poursuivre une lutte perdue d'avance. Rester enfermé dans l'usine ou la mine évite précisément d'aller porter ailleurs le combat, là où il pourrait être efficace". A l'appui de ces critiques, il est cité l'exemple des grèves avec occupation dans les charbonnages belges au cours des années passées.

Le mouvement des occupations d'usines.

Dans le mouvement ouvrier mondial, l'occupation d'usine est apparue au cours de la crise de 1930 (1). Cela ne fut pas le sort d'ordre d'action d'un parti politique, ni le résultat d'une réflexion théorique. Elle a surgi spontanément des besoins pratiques de la lutte et la théorie ne put expliquer qu'après coup ses causes et ses conséquences. Le chômage était si général qu'une sorte d'antagonisme de classes se développait entre un petit nombre de privilégiés qui travaillaient et la masse des sans-travail. Toute grève normale contre la réduction des salaires était rendue impossible car les usines, une fois évacuées par les grévistes, étaient immédiatement envahies par la masse de ceux qui, à l'extérieur, attendaient du travail. Le refus de travailler dans des conditions plus mauvaises entraînait l'obligation de se cramponner à son lieu de travail en occupant l'usine.

Surge des circonstances propres du capitalisme, l'occupation allait beaucoup plus loin que les autres formes de lutte. Les travailleurs n'étaient pas conscients de cela, mais ils y gagnaient beaucoup en force. L'usine occupée était le lieu idéal pour maintenir l'unité des travailleurs, pour mener des discussions et des échanges en toute sécurité, sans entraves et à tout moment. Leur grève ne pouvait être brisée par des jaunes.

L'occupation d'usine n'attaque pas le droit de propriété capitaliste. Elle ne fait que suspendre temporairement le droit pour les capitalistes de disposer à leur gré de leur propriété. Après la grève, ils en redevenaient les maîtres et propriétaires incontestés. C'est en se basant sur cette atteinte à la libre disposition de leur propriété, c'est-à-dire à la gestion sans contrôle de leurs biens, que les capitalistes, se basant sur le droit, font appel aux tribunaux et à la police pour expulser les travailleurs des usines (2).

En fait, cette question de droit a toujours été finalement réglée par le rapport de forces à ce moment. Toutes les fois que l'unité des travailleurs s'est maintenue fermement dans l'occupation, c'est la négociation - et la concession - et accessoirement les manœuvres syndicales qui ont mis un terme à cette "violation du droit" et non l'intervention de la force répressive qui seule fait tenir le "Droit" debout.

Mais l'occupation d'usine contient autre chose de bien plus important. L'usine est un appareil productif. Dans l'usine, les travailleurs prennent conscience du contenu de leur vie, de leur travail productif, de leur communauté de travail. Par l'occupation d'usine se fait jour le vague sentiment qu'ils doivent être entièrement maîtres de la production, que les capitalistes en font un mauvais usage en gaspillant les richesses de l'humanité, dévastant la terre, avilissant les hommes physiquement, intellectuellement et moralement.

Les raisons immédiates qui avaient fait naître l'occupation d'usine se sont effacées plus ou moins devant d'autres. En 1936, en 1968 en ce, on a vu l'occupation d'usine se généraliser à tous les secteurs essentiels de l'économie sans que personne puisse endiguer sur le mot cette généralisation. Tout se passait comme à un certain stade de la concentration capitaliste, les travailleurs agissaient comme ayant en face d'eux un patronat unique: tous leurs forces unies, avec la méthode de lutte la plus radicale, la saisie de l'appareil de production, était nécessaires pour obtenir que des luttes dispersées ne pouvaient apporter. La lutte posant directement les problèmes économiques du travail au niveau général, était inévitablement politique; la méthode de lutte, par sa généralisation et la paralysie de l'appareil national de production, se situait bien ainsi sur ce terrain politique: revendications et formes de lutte se complétaient. Comme précédemment, l'occupation généralisée attaquait la libre disposition par les capitalistes de leur propriété et faisait lever l'espoir que l'appareil de production pouvait être géré dans l'intérêt des hommes et non de quelques capitalistes. Ce sentiment diffus est particulièrement puissant depuis mai 68. Cependant, la dimension politique de la grève avec occupation généralisée ne se concrétise pas dans des organismes de lutte et de liaison émanant des ouvriers. C'est cette carence qui, en mai 1968, amena le développement parallèle des comités d'action et en même temps limita leur champ d'action.

(1) Des grèves de ce genre avaient eu lieu en Italie au cours de l'année 1920. Il s'agissait d'un mot d'ordre de "contrôle ouvrier" inspiré des idées des syndicalistes et des bolchéviques n'était qu'une forme d'action extérieure qui n'était pas liée à une nécessité profonde de la lutte.

(2) Les mineurs belges du bassin de Genk ont vécu cet affrontement. Lorsqu'ils occupèrent en 1965 le puits de Zwartberg (voir I.C.O. - mars 1965) parce que le bruit courait que la production serait arrêtée, on appela au secours la gendarmerie pour chasser par la force ceux qui occupaient les puits et les bâtiments de la société. Dans cette région se déroula la lutte de classes la plus violente que la Belgique ait connue pendant les années 1960. Que la classe ouvrière travaille ou non et que la production d'une entreprise doive s'arrêter ou non, le capital ne veut pas que ce problème soit résolu par les ouvriers, et le capital ne peut pas non plus faire résoudre cette question par les travailleurs. Si une entreprise n'est plus rentable pour quelque raison que ce soit, le propriétaire (soit un particulier, soit l'Etat) veut liquider afin de pouvoir investir son capital ailleurs.

Les occupations isolées n'ont pas cessé pour cela. L'idée d'occupation d'usine est devenue la coutumière que les syndicats essaient de s'en servir comme arme tactique au profit de leur organisation, de la vider de toute efficacité en la limitant à certains locaux, à une équipe restreinte bien triée, en exerçant un contrôle totalitaire sur ce qu'ils appellent la "garde de l'outil de travail" (2). Les travailleurs se désintéressent alors de cette tactique vide de sens comme ils se désintéressent des autres tactiques syndicales.

Mais lorsque l'occupation est impulsée par les travailleurs, elle retrouve ses formes antérieures, avec parfois des traits nouveaux: séquestration de dirigeants, des machines, extension de la solidarité, formes ambiguës de gestion. Il est exact, comme le relève le camarade belge, que beaucoup de ces grèves avec occupation concernent des usines menacées de fermeture et sont destinées à empêcher des licenciements, ou tout au moins à atténuer leurs conséquences trop brutales. Dans ce cas, les deux aspects que nous avons fait ressortir: atteinte à la libre disposition de la propriété capitaliste, vague désir de régler

(2) On peut rapprocher ces "grèves" de ce qui vient d'être dit des grèves italiennes de l'année 1980.

l'action conformément aux besoins des hommes, se trouvent directement mis en cause. Là aussi, les ouvriers n'occupent pas la mine ou l'usine pour transformer le capitalisme: c'est pour rester dans la structure, obtenir l'implication d'autres usines, des indemnités supérieures, des garanties de réemploi. Les revendications et l'action concordent pour faire modifier les dispositions d'un plan, généralement au niveau de l'Etat, sur un point particulier et, à nouveau, la lutte débouche immédiatement sur le plan politique. C'est ce qui explique le retentissement national qu'elles prennent et le fait que tous les groupes, parties ou syndicats, que d'autres classes (commerçants) s'y trouvent forcément mêlés, leurs intérêts se trouvant mis en cause. On retrouve ici une caractéristique des luttes dans le capitalisme moderne qui découle directement de sa concentration en monopoles et en trusts d'Etat, de sa planification: toute lutte, même particulière, mêle inextricablement économique et politique, mais sans que cette situation se traduise encore pleinement dans les formes d'organisation. C'est à cause de cela que, finalement, elle se résoud dans le cadre du système capitaliste, dans l'ornière

L'occupation par les ouvriers peut-elle faire le lien des capitalistes et des ouvriers ?

Pour le camarade belge, l'occupation d'une usine menacée de fermeture "arrange tout le monde", et cela pour deux raisons :

- L'entreprise capitaliste s'arrête plus puisqu'elle doit fermer, donc il n'y a pas d'atteinte à la disposition de la propriété.
- Cela se fait que l'Etat ne passe en place de ce qui a été prévu.

Pour formuler ce jugement, il faut introduire une notion, celle du "progrès capitaliste". Elle permet ainsi de définir les luttes d'arrière-garde et les luttes d'avant-garde. Nous n'avons pas l'intention de développer ici des considérations sur les "vecteurs arrêtés" du capitalisme. Disons seulement que c'est une notion toute relative (notamment dans les mines de charbon qui prospèrent à nouveau aux U.S.A.) et une notion particulièrement ambiguë. Le "progrès", en termes capitalistes, tend à faire coïncider le progrès scientifique et technique avec leur utilisation par le capital à la recherche du profit maximum.

d'arrière-garde; ce n'est pas non plus une bataille d'avant-garde. Qu'on pose le problème dans l'un ou l'autre sens, inévitablement la conclusion s'impose que la conscience des ouvriers est un facteur décisif. De là vient par exemple l'idée qu'une telle lutte doit être considérée comme un acte de désespoir. Il y a autant de ces occupations d'usines dans des entreprises qui sont rentables que dans des entreprises non rentables. Ce ne sont pas des opinions révolutionnaires, ni une connaissance des perspectives économiques, qui conduisent à une occupation, mais la coopération des ouvriers est causé tout simplement par des nécessités pratiques.

Il n'est pas l'apparence extérieure d'un

ouvriers prennent leurs affaires dans leurs propres mains et décident eux-mêmes, ou le fait qu'ils ne le font pas. Dans les cas où ils le font eux-mêmes, le conflit avec l'ordre capitaliste s'écoule logiquement.

Et l'affrontement politique éventuel vient non pas comme une "conscience qu'il faut porter la lutte sur un autre terrain", mais comme l'irruption de leur lutte au niveau des décisions politiques des travailleurs, qui les force à répondre tactiquement. L'affirmation de leur unité sur les buts immédiats de la grève les préserve d'ailleurs de l'exploitation politique par telle ou telle organisation, ou parti;

Ce n'est pas le cas si, d'emblée, les travailleurs se laissent entraîner par les "syndicats", ou par les "comités", sur un terrain où ils obéissent, en occupant, à un mot d'ordre tactique de ces organisations. Toutes les manipulations deviennent possibles, car alors le mouvement leur échappe: ils ne peuvent choisir entre des objectifs qu'ils connaissent mal, des méthodes de lutte où ils sont plus faibles, etc. Ils attaquent peut-être "l'ordre public" mais c'est finalement beaucoup moins important que la propriété et la gestion capitalistes.

De plus, l'occupation signifie presque toujours que les ouvriers conquièrent un certain pouvoir de décision. On ne peut pas dire, à mon avis, que les capitalistes se foutent de ça si l'arrêt de la production est à l'horizon. Pour un capitaliste, ou pour le capitalisme comme système, il est normal qu'une fermeture menace les conditions de vie de centaines d'ouvriers. Que les ouvriers veuillent avoir droit au chapitre dans le cas d'une telle fermeture, le capitaliste le trouve anormal (c'est-à-dire en conflit avec les règles capitalistes).

Une des critiques fréquemment entendues du mouvement de mai 1968 et d'autres grèves plus récentes avec occupation, consiste à soutenir que les ouvriers sont restés enfermés dans les usines, cloîtrés et contrôlés par les syndicats. Ainsi ils n'ont pu mener la lutte politique hors de l'usine: l'échec de mai viendrait de là. Cette position est fréquemment généralisée: toute grève avec occupation est condamnée parce qu'elle s'enferme dans des murs qui la coupent de la lutte générale contre le capitalisme et son Etat, qui maintiennent dans le cadre étroit de son particularisme. Les critiques vont parfois même au-delà: l'autonomie de la grève s'exprimant dans un comité de grève sous le contrôle total des ouvriers (quand la dimension de l'usine le rend nécessaire), la construction du communisme dans la généralisation de la lutte par les travailleurs eux-mêmes s'exprimant dans les conseils ouvriers formés sur les lieux de production (et issus de la mutation des comités de grève), tout ceci est également condamné comme enfermant les travailleurs - et le monde nouveau - dans le domaine limité des lieux de production(1)

Le débat ainsi introduit est inévitablement confus parce qu'il ne distingue pas entre une occupation commandée ou contrôlée totalement par les syndicats, et une occupation impulsée et contrôlée par les travailleurs eux-mêmes (ce que nous disons là peut d'ailleurs s'appliquer à tout mouvement, à toute action dans la lutte de classes).

Si les décisions dans une lutte viennent des appareils syndicaux ou partis, il est bien évident que le mouvement, quelle que soit sa radicalité apparente, est une tactique générale de l'organisation dans la société capitaliste, donc ne remet pas en cause les fondements mêmes de cette société. Il prend alors un caractère "politique" au sens courant du mot. Il est bien certain qu'alors les syndicats n'ont aucunement intérêt ou envie de faire sortir les luttes des usines dans des manifestations dont ils perdraient le contrôle. Il n'y a qu'à observer toutes les luttes des vingt dernières années par exemple, pour voir avec quelle maîtrise les syndicats limitent et manipulent les manifestations hors de l'usine - tout ce qui risque de poser le problème "politique" (au sens large) de la lutte contre le capitalisme. Il est bien évident que dans une lutte entièrement contrôlée par les syndicats, même sous forme d'occupation, ce problème "politique" au sens large, n'est même pas posé au niveau de l'usine parce que l'occupation n'est pas alors le fait des travailleurs, la prise en usine des décisions touchant leur lutte.

Lutte politique et lutte économique

Il faut examiner un point beaucoup plus précis: qu'est-ce que le mouvement ouvrier et la lutte de classe? Le mouvement ouvrier, c'est la lutte de classe des travailleurs contre leur exploitation, avec les formes pratiques qu'ils donnent à cette lutte. On peut constater la manière dont les luttes se déroulent, les formes qu'elles prennent, chercher à expliquer en quoi ces formes se relient à tout le contexte capitaliste (techniques, rapports de production, rapports de force...), les relier aux autres luttes et dégager les tendances actuelles du mouvement ouvrier. Il est bien évident que les luttes se déroulent sur le terrain

Il est certain que les luttes sont plus complexes, souvent sur cette ligne de partage: elles risquent constamment de basculer d'une lutte contrôlée par les syndicats dans une lutte contrôlée par les travailleurs (voir par exemple la grève du métro - I.C.O. N°110-11). Si l'occupation est ou devient impulsée par les travailleurs eux-mêmes, les choses deviennent totalement différentes: comme nous l'avons dit, les bases mêmes de la société capitaliste sont attaquées - tout à la fois l'ordre économique et politique.

Le problème de l'extension de la lutte, c'est-à-dire de la sortie de l'usine pour aller vers les autres usines, vers des objectifs plus strictement politiques (l'attaque directe du pouvoir d'Etat), en raison des nécessités mêmes de l'extension de cette lutte, garde ce caractère global si les travailleurs assurent eux-mêmes la réalisation et le contrôle de tout ce qu'ils peuvent alors faire, organisés en ce sens. Leur lutte ne cesse pas d'être économique et pour cette raison est également politique.

Aujourd'hui, où toutes les organisations syndicales, où tous les partis (sauf le P.C. et la C.G.T.), où beaucoup de groupuscules parlent de la "gestion" (avec des vocabulaires divers qui vont de contrôle ouvrier jusqu'à auto-gestion) comme d'un "avantage" octroyé par l'Etat aux travailleurs (c'est-à-dire par la classe capitaliste), comme une mesure politique c'est-à-dire ne remettant pas en cause l'ordre économique fondamental de la société d'exploitation. C'est de ces "programmes politiques" (au sens étroit) que partent quelques critiques contre l'occupation d'usine limitée seulement à l'usine, et c'est normal.

C'est un tout autre problème que celui de l'occupation contrôlée par les syndicats qui se généralise et alors le problème politique (l'affrontement et la destruction du pouvoir d'Etat) se trouve posé.

(1) et ajoutent certains dans le travail au sens capitaliste du terme...
(d'accord fondamental à débattre)

économique et politique; il est tout aussi évident qu'à la base de toute lutte, on trouve l'aspiration des hommes à n'être pas manipulés, c'est-à-dire à ne pas être une chose au service des intérêts capitalistes. Il est tout aussi évident que dans les luttes les travailleurs se relient, pour de brefs instants, transformés par des rapports nouveaux. Mais les luttes ne sont pas d'abord politiques pour libérer l'homme de son aliénation, c'est-à-dire contre l'ensemble des structures de l'Etat capitaliste qui assure le maintien de l'exploitation du travail. Elles sont d'abord économiques parce que l'exploitation est avant tout économique; elle est ensuite politique et libératrice car par leurs développements elles atteignent leur objectif et leur caractère.

Les critiques des grèves "économiques". de l'occupation des lieux de production, des comités de grève et des conseils ouvriers détachent ainsi ce qui vient après de ce qui existe d'abord. Parce que les ouvriers mèneraient leur lutte sur le seul terrain où leur rôle est essentiel, où se situe toute leur force, où ils sont unis dans une même exploitation fondamentale, cette lutte serait ou inefficace (parce que non dirigée contre l'Etat capitaliste), ou sans perspective (parce que ne mettant pas en cause tous les aspects de la vie). D'un côté, les partis, syndicats, groupuscules, essaient de définir un combat avant tout (et même uniquement) politique - mais pris cette fois dans le sens étroit de "la politique", c'est-à-dire le cadre du jeu des institutions capitalistes - dans lequel il est assigné un rôle essentiel à leur organisation dirigeante ou dispensatrice de mots d'ordre et les masses ouvrières réduites à un rôle exécutif. De l'autre, on considère comme négligeable, intégrée, etc., toute lutte qui ne se pose pas d'emblée en termes "révolutionnaires" et en actions "libératrices" de toutes les aliénations. C'est au cours de ces mêmes débats qu'on parle de "conscience de classe", qui serait précisément celle d'une élite de travailleurs conscients des perspectives politiques ou de l'aliénation de leur vie. Ce que font les travailleurs est ainsi non pas analysé, mais jugé en référence à des critères "révolutionnaires". La réalité sociale est autre. Les techniques de production, les nécessités de l'exploitation capitaliste, la lutte sur le terrain économique de l'usine (la lutte quotidienne et les luttes) tissent un réseau dans lequel ces différents facteurs interfèrent les uns sur les autres, définissent les possibilités de développement. C'est cet aspect dialectique des luttes qui les amène sur le terrain politique de l'affrontement avec le pouvoir, sur le terrain de la "vie quotidienne" et autres rapports sociaux, d'une autre vie; en d'autres termes d'une autre conscience (bien que ce mot soit bien mal de nature et non caractère éphémère).

NOTE SUR L'OCCUPATION MINE DE FAULQUEMONT
(14 et 15 décembre 1971)

Le puits de Faulquemont doit être fermé en 1975. Le "comité de défense" composé essentiellement de personnalités politiques et syndicales locales, se doit de s'agiter puisqu'on rentre dans la grande période de démagogie électorale. Il décide, sans consulter les mineurs, "une occupation indéterminée de tous les lieux de travail: bureaux, ateliers, chantiers et puits". Une occupation sans grève: on continuera de travailler comme si de rien n'était. Les mineurs dormiront au fond du puits. Les journaux ne publient pas et ne communiquent à la presse. On ne sait pas exactement quelles quinzième intersyndicales ont été créées dès le 14 décembre, après un jour et demi de "grève", à l'initiative d'un vote pour savoir s'il fallait continuer. Mais ce mouvement, plaqué par les organisations, a fait long feu.

Ce qui ne veut pas dire que toutes formes de luttes ne puissent pas surgir de la base de la fermeture du puits. Dans le voisinage de M. Bach, là où les syndicats avaient organisé la grève en octobre 70

Poser le problème économique ou politique est un faux problème, il faudrait dire économique et politique. Nous nous trouvons, dans le mouvement ouvrier, à un moment où le courant l'autonomie des luttes se donne des formes d'actions spécifiques (et les occupations d'usine en sont une forme essentielle), mais il est rare de voir apparaître des formes d'organisation spécifiques. Ce sont elles qui traduisent la lutte directement sur le terrain politique. A défaut d'une telle organisation, ce sont des organismes extérieurs qui y suppléent, éléments à la fois positifs et négatifs, moteurs et freins, déplaçant la lutte sur les questions "politiques" de l'affrontement entre les partis. Là aussi, pas question de "regretter" ou de "vouloir que". C'est l'étape actuelle du mouvement ouvrier. Il est bien de constater qu'actuellement, les luttes les plus dangereuses pour le capitalisme sont celles où les travailleurs restent unis et déterminés sur leurs seules revendications et l'occupation fut souvent, autrefois comme aujourd'hui, le moyen de maintenir cette unité. Et c'est aussi dans ce cas que le capital est touché sur un point essentiel et se sent le plus menacé, alors même que ces luttes restent fragmentaires, isolées, enfermées dans les murs étroits des lieux de travail.

Quant au combat (qui n'est pas soulevé par le camarade belge mais que certains ne manqueront pas d'évoquer) sur ce que serait la gestion de la société par les producteurs eux-mêmes (gestion des unités de production ou autre forme non prévue), nous pensons qu'il n'a pas abordé prochainement dans ces mêmes colonies. Et il s'agit bien sûr, comme pour les luttes, d'un problème où il n'y a pas de séparation entre ce qui est économique et ce qui est politique.

I.C.O. - N° 99 - novembre 70), une grève sauvage a éclaté le 20 juillet 1971 - identique aux formes actuelles des luttes de la base en France (groupes limités de travailleurs restant unis par une revendication de base souvent catégorielle et gardant ainsi aisément le contrôle total de leur lutte). 170 ouvriers des lavoirs ont bloqué toutes les mines pendant trois jours au sujet d'un nouveau mouvement dans une nouvelle convention collective. Un accord entre la direction et les syndicats fut rejeté le 21 juillet et par 95 % des grévistes. Un nouvel accord avec paiement des trois jours de grève fut accepté par les laveurs qui reprirent le travail le 22 juillet à 16 h.

Entre ces deux mouvements, il y a toute la différence entre une tactique syndicale et la lutte des travailleurs.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN BELGIQUE - Mars 1972

(texte communiqué par le Groupe Communiste Libertaire
B.P. 7 IXELLES 4 1050 BRUXELLES)

Aux A.C.E.C., 6.000 travailleurs partent en grève pour 24 heures. Nouvel arrêt de travail aux ateliers de construction électrique Schreder, à Ans. Arrêt de travail également chez Balteau à Beyne-Heusay. Débrayage aux Ateliers de la Meuse, à Sclessin. Grève-surprise chez Elphiac, à Herstal.

L'année 1972 a mal commencé. Plus particulièrement dans le secteur des fabrications métalliques qui, au cours des deux premiers mois de cette année aura beaucoup souffert de ces arrêts de travail. Toutefois, à quelques exceptions près, tous ces mouvements n'auront duré que quelques heures ou quelques jours.

Cependant, après ce début d'année difficile, le secteur des fabrications métalliques qui occupe environ 254.000 ouvriers est désormais couvert par une série de conventions collectives régionales.

L'accord national de programmation sociale conclu en 1970 pour les années 1971-1972 visait la réduction du temps de travail (40 heures au 31 décembre 1972), la sécurité d'existence, la garantie du paiement des 10 jours fériés et le statut des jeunes travailleurs (salaire plein à 19 ans au 1er juillet 1972). L'évolution des salaires par contre n'avait été programmée que pour 1 an, et une nouvelle convention à ce sujet devait être conclue à la fin de l'an dernier.

L'échec des conversations entre syndicats et patrons, en décembre dernier, est dû à la volonté de Fabrimétal de globaliser les avantages sociaux accordés par les diverses conventions. Le patronat invoquait aussi l'incertitude conjoncturelle pour limiter la hausse des salaires à un niveau nettement inférieur aux revendications des travailleurs.

Qu'en est-il exactement ?

Une des causes primordiales de la crise actuelle du capitalisme belge, est certainement le ralentissement de la demande extérieure. On sait combien la Belgique vit de l'exportation et en particulier, vers les pays voisins membres de la C.E.E. Or dans tous ces pays, et en particulier en Allemagne et aux Pays-Bas, la demande pour les biens que l'industrie belge leur vend habituellement s'est ralentie.

Vis-à-vis des marchés non-européens, il s'est passé, ces derniers mois, un événement important, à savoir la dévaluation du dollar et la réévaluation de la monnaie belge. Sur tous les marchés situés en-dehors de l'Europe et qui continuent à établir leurs cotations en dollars, les prix belges ont monté de près de 12% par le simple jeu des fluctuations monétaires.

La position concurrentielle de l'industrie belge a donc diminué et les chances d'exportation se sont réduites en même temps.

Cette situation moins favorable sur le plan international a provoqué à l'intérieur une réduction des programmes d'investissement privés. En effet, craignant que les possibilités de vente se réduisent, les entreprises capitalistes ont moins que par le passé envisagé des extensions ou des renouvellements de matériel, freinant ainsi le développement de l'industrie; simplement pour préserver leurs intérêts.

Le flottement économique actuel n'est pas encore une récession dangereuse pour l'économie capitaliste, bien que la balance commerciale au cours des derniers mois ait accusé un déficit qui au terme de 1972 s'élèvera certainement à plus de 30 milliards, alors qu'en 1971, cette même balance se clôturait par un boni de près de 11 milliards.

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur les résultats bilantaires des grosses entreprises belges pour constater que leurs affaires ne sont pas si mal en point qu'elles voudraient le faire croire. Au reste, la plupart d'entre elles distribuent des dividendes qui s'accroissent régulièrement.

Par contre, depuis le 2ème trimestre de 1971, l'augmentation des gains horaires a enregistré un net ralentissement. Voulant profiter de l'augmentation du chômage (dû au ralentissement économique signalé plus haut) et de l'insécurité qu'elle fait peser sur des centaines de milliers de travailleurs (fermetures d'usines), la Fédération des Industries Belges a adressé à ses affiliés une circulaire, dans laquelle la fédération patronale préconise un coup de frein salarial.

On peut dès lors mieux comprendre le sens profond des luttes qui viennent de se dérouler en Belgique : toutes les grèves récentes avaient pour objectif essentiel d'appuyer les revendications des syndicats et des travailleurs en matière de salaires, et de s'opposer à la volonté patronale de freiner l'augmentation des gains horaires.

Au niveau de la métallurgie, en l'absence de conventions collectives nationales, cette année, on a constaté que de nombreux cahiers de revendications avaient été déposés dans beaucoup d'entreprises. Cependant, ces accords salariaux régionaux appellent une constatation : ils sont inférieurs à la revendication posée au niveau national. La négociation régionale qui semble sur le plan des principes répondre au désir de participation plus grande a cependant pour effet de faire apparaître des différences salariales régionales au détriment des plus défavorisés. On pourrait même s'interroger sur la stratégie syndicale qui a préféré parcelliser le combat ouvrier au niveau des régions, favorisant ainsi ces inégalités salariales.

Mais le phénomène reste important parce que toutes ces grèves sont le reflet d'une contestation du système de relations industrielles de la société capitaliste moderne. Le reflet aussi d'un changement fondamental et irréversible de l'attitude des travailleurs qui, plus que jamais, souhaitent intervenir et participer aux processus décisionnels de l'entreprise.

Un pas vers l'autogestion ?

CE TEXTE DOIT ETRE DISCUTE.